

Les régimes arabes inquiets de la percée chiite

Beyrouth : Sibylle Rizk
[Le Figaro 31 janvier 2005]

Les dirigeants des pays arabes voisins de l'Irak assistent avec inquiétude à une première dans l'histoire contemporaine : la consécration de la prise du pouvoir de la communauté chiite dans un pays arabe, et non des moindres. Considérés comme hérétiques par l'islam sunnite, qui est très largement majoritaire dans la région, les chiites forment une minorité de 10% environ à l'échelle du monde musulman. En Irak en revanche, ils composent la majorité de la population, avec quelque 60% du total. Des pays comme l'Arabie saoudite, champion du rigorisme sunnite, ou encore le Koweït, appréhendent l'impact de la résurgence du chiisme irakien sur leurs minorités chiites, avides de reconnaissance.

Ces préoccupations ne sont exprimées qu'à mots couverts : le chef de la diplomatie koweïtienne a dit craindre un réveil du «sectarisme». Le roi de Jordanie, Abdallah II, a déclaré plus explicitement redouter l'influence d'un «croissant» chiite qui irait de l'Iran au Liban, en passant par l'Irak et la Syrie. Cette dernière, bien que majoritairement sunnite, est dirigée par la minorité alaouite, une émanation dissidente du chiisme. Elle a surtout noué une alliance étroite avec Téhéran.

Derrière la coloration confessionnelle du discours se cache la crainte de l'impact des bouleversements en cours en Irak sur l'ordre régional et la stabilité des régimes. *«Tout le monde est conscient que l'Irak constitue un vrai laboratoire pour deux problèmes qu'on retrouve, sous une forme ou une autre, dans la plupart des pays de la région : la question nationale, symbolisée par les relations entre Kurdes et Arabes, et la question confessionnelle, avec le rapport entre chiites et sunnites»*, observe Chibli Mallat, professeur de droit et spécialiste du chiisme irakien.

«Ce qui effraie plus particulièrement les régimes voisins, c'est la consécration du principe majoritaire, à travers des élections libres, une première dans la région», poursuit-il. Au-delà de la dénonciation d'un chiisme rampant, c'est donc l'idée démocratique elle-même qui met mal à l'aise les classes dirigeantes, dans des pays encore largement autocratiques.

Pour Nizar Hamze, professeur de sciences politiques et spécialiste des mouvements islamistes, les régimes arabes sont inquiets depuis les attentats du 11 septembre 2001 qui ont poussé Washington à réévaluer ses alliances dans la région. *«Depuis le renversement du chah d'Iran en 1979, les principaux alliés des États-Unis dans le monde musulman étaient des pays sunnites, de l'Égypte à la Malaisie en passant par l'Arabie saoudite ; aujourd'hui, ces derniers voient d'un mauvais oeil les relations entre Washington et les chiites, d'autant qu'eux-mêmes se sentent en porte à faux par rapport à leur population, agitée par les idées salafistes et gagnée à l'antiaméricanisme»*, dit-il.

Dans cette recomposition d'alliances, rien n'est exclu, y compris un rapprochement entre Washington et Téhéran, estime Nizar Hamze, car le régime iranien *«a montré une étonnante faculté d'adaptation, démentant depuis vingt ans toutes les analyses qui*

prédisaient son effondrement». Les pays sunnites appréhendent un retour en force de l'Iran, dont les ambitions régionales pourraient se réaliser grâce à une association avec les chiites d'Irak.

Ce scénario repose sur les liens transnationaux qui existent dans les milieux cléricaux chiites. Mais les experts conseillent de ne pas en surestimer la force. Feu l'ayatollah Khomeyni avait ainsi tenté sans succès de les mobiliser pour exporter la révolution islamique. La rivalité entre les grands centres théologiques de Nadjaf, en Irak, et de Qom, en Iran, dont les implications sont autant spirituelles que matérielles, témoigne à elle seule de la complexité des relations entre les deux grands voisins du Golfe.